

Notre partenaire «Callescuela» au Paraguay

Porteurs d'espoir et de foi dans l'humanité

«Nouvelle PNP» soutient un programme de protection
et de promotion des droits des enfants travailleurs

Norma Duarte, coordinatrice de l'ONG «Callescuela», une de nos partenaires au Paraguay, a été pour la première fois en visite au Luxembourg fin mai. Nous avons profité de l'occasion pour faire une interview avec elle.

Quelle est la situation politique, sociale et économique du Paraguay actuellement?

Tout d'abord il faut dire qu'en 2014, la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU) a déclaré le Paraguay comme le pays le plus pauvre d'Amérique

latine. Ensuite, pour comprendre la situation politique, sociale et économique du Paraguay, il faut partir de la problématique de la propriété de la terre. Il suffit de signaler quatre aspects pour avoir une idée de la portée de cette problématique:

Le Paraguay est le pays le plus inéquitable au monde concernant la distribution de la terre. 3% de la population possèdent 80% des terres productives du pays. Les grands propriétaires ne sont pas plus que trois mille personnes, dans un pays de plus de six millions d'habitants. Notre pays est passé en dix ans d'un pays

avec une majorité de population rurale à un pays avec une majorité de population urbaine. La migration de la campagne à la ville, le déracinement et la diaspora sont les effets les plus déchirants dont souffrent des milliers de familles paraguayennes, comme conséquence de la concentration de la terre dans peu de mains.

La production agro-exportateur, basé sur le modèle de la monoculture du soja transgénique et l'élevage intensif, expulse massivement des familles. Entre 1997 et 2006 les statistiques montrent que chaque année

(Suite à la page suivante)



Norma Duarte de l'ONG «Callescuela» (troisième de gauche) lors d'une visite à Luxembourg entourée d'une délégation de notre conseil d'administration (Marc Willière, Renée Schloesser, Gérard Gebhard et Roger Goergen, d.g.à d.) et de notre directeur des projets Hector Valdés (deuxième de droite) au secrétariat de Nouvelle PNP à Bascharage. (Photo: Nicoletta Ragni)

(Suite de la page précédente)

environ 9.000 familles paysannes sont expulsées de leurs terres; c'est à dire une moyenne de 24 à 25 familles par jour n'habitent plus la campagne, elles ne produisent plus d'aliments et elles vont vivre dans les périphéries pauvres des villes.

Nous avons un Etat absent en tant que protecteur des droits et qui en plus incrimine les luttes sociales. La lutte pour la terre marque au feu rouge la vie au Paraguay. Plus de 150 paysans, leaders de mouvements sociaux, ont été assassinés sans que la justice intervienne. Des milliers de dirigeants paysans sont accusés comme des criminels, par le seul fait d'exiger une réforme agraire intégrale. Dans notre pays il y a une classe politique très corrompue qui gouverne, qui légifère et gère la justice dans le pays avec l'impunité la plus absolue. Il suffit de lire les journaux pour voir le vol effronté que font au peuple ces personnes, alors qu'on tue des paysans ou bien qu'on les jette en prison, qu'il n'y a plus de lits dans les hôpitaux, plus de thérapies pour les enfants et que l'extrême pauvreté explose.

Que font les organisations de la société civile face à un contexte si grave?

«Callescuela» et les mouvements sociaux réalisent des actions ensemble, afin d'essayer de promouvoir des changements de fond dans notre pays, parce que sinon nous continuerons à avoir les mêmes causes structurelles qui font que les enfants et adolescents doivent continuer à travailler dans des conditions d'exploitation, et le plus paradoxal est qu'ils font cela pour pouvoir avoir accès à l'école, étudier, se nourrir, être avec leur famille, tous des droits que l'Etat doit garantir.

Quelle est votre vision du travail, de ce travail qui touche des centaines de milliers d'enfants au Paraguay?

Nous reconnaissons le travail comme une valeur, comme une action humaine qui nous rend dignes. Malgré les inégalités, la pauvreté et l'exploitation de la «mère terre» le travail doit continuer à être une exigence pour le développement de l'humanité et un moyen pour éviter que celle-ci s'enfonçe physiquement

et spirituellement, dans la mendicité, dans l'indignité.

«Callescuela» et la Connat's (Coordination nationale des enfants et adolescents travailleurs du Paraguay) défendent le travail. Nous valorisons le travail comme moyen afin que tous nous soyons responsables, nous valorisons l'effort, la coopération, la solidarité, le soin de l'environnement.

Pendant nous sommes contre toute forme d'exploitation, contre toutes les conditions injustes du travail auxquelles sont soumis les enfants, adolescents et adultes. Donc, le travail est bon s'il est fait dans de bonnes conditions, selon l'âge des personnes, il est éducatif et nous rend plus humains. Néanmoins, nous sommes conscients qu'il faut garantir aux enfants l'accès à l'école, la récréation, la participation, c'est à dire à tous leurs droits.

Comment et pourquoi est née «Callescuela»?

«Callescuela» est une association sans buts lucratifs qui a plus de 30 ans d'existence au Paraguay. Nous sommes la première organisation qui a traité la problématique des «enfants de la rue».

Au début, c'était comme cela que nous avons compris la réalité, nous avons pensé qu'il s'agissait d'«enfants de la rue». Nous avons commencé à travailler avec des éducateurs de rue et nous sommes sortis dans les rues, les marchés, le terminus d'autobus, et là nous avons rencontré des enfants et adolescents qui vendaient des fruits, des légumes, des bonbons et des boissons, des nettoyeurs de vitres de voitures et aussi ceux qui mendiaient.

C'est ainsi que nous nous sommes rendu compte qu'il y avait des groupes et des situations différentes dans la rue. Il y avait des enfants et adolescents qui exerçaient une activité afin d'apporter de l'argent ou des aliments à la maison, ceux-là constituaient la majorité.



«Callescuela» accompagne les enfants qui travaillent et ceux qui vivent dans la rue.

Tous avaient des familles très pauvres, qui habitaient des bidonvilles, mais ils avaient un endroit, une maison, une famille. Ils nous ont appris qu'ils n'étaient pas «de la rue», qu'ils n'étaient pas nés sur l'asphalte. Ils nous ont appris ce que veut dire la dignité, puisqu'ils nous disaient «pourquoi ce que nous faisons est mauvais»? Nous ne sommes pas des voleurs, nous travaillons!».

Et ainsi nous avons compris qu'il fallait les reconnaître en tant que travailleurs, parce que cela était l'identité qu'ils portaient et ils sentaient que cela leur rendait de la dignité que la pauvreté leur avait dérobée. Nier cette identité, ne pas la reconnaître signifie méconnaître le besoin de protection et des améliorations des conditions du travail.

C'est pour cela que les deux axes les plus importants soutenus par «Nouvelle PNP» ont été: l'accompagnement des enfants et adolescents travailleurs dans des espaces publics afin qu'ils réduisent leur temps de travail dans la rue, et ensuite pour qu'ils puissent avoir accès à d'autres conditions de travail, être protégés et dans de bonnes conditions, et ainsi avoir accès à d'autres droits.

Le deuxième axe important soutenu par «Nouvelle PNP» est le travail dans les quartiers où leurs familles y habitent, par le biais de centres communautaires, avec une grande participation des familles, afin d'éviter que les enfants sortent dans les rues, et cet axe est une des plus grandes réussites du projet.

Et pour les enfants qui vivent dans la rue, quelle est leur situation et quelles sont leurs perspectives?

Pour les enfants et adolescents qui vivent à la rue, la situation est différente. Eux, ils ont rompu tous liens avec leurs familles et ils font de la rue leur lieu de vie, avec tout ce que celle là comporte: l'exploitation sexuelle et du travail, la consumma-

tion de drogues, en plus de très mauvaise qualité, et toutes sortes de violences et de souffrances. Nous nous sommes rendu compte qu'il fallait adopter une autre méthodologie de travail avec eux. Et cette nouvelle méthodologie, c'est grâce à «Nouvelle PNP» que nous avons réussi à l'élaborer. Et ce programme nous l'avons réussi à le transférer à l'État qui l'assume jusqu'à maintenant.

En quoi consiste le projet actuel que vous menez avec l'appui de notre organisation «Nouvelle PNP»?

Le projet actuel est un programme de soutien et d'accompagnement intégral aux enfants et adolescents travailleurs, qui vise la protection et la promotion des enfants travailleurs et de leurs familles. Nous sommes en train de travailler avec plus de 400 enfants et adolescents travailleurs.

Nous avons commencé il y a deux ans avec les petits enfants entre deux et cinq ans. Nous avons mis sur pied des centres de stimulation de la petite enfance. Dans ces centres ils ont accès à des jouets didactiques, à une alimentation nutritive, et là on

incite leurs familles à adopter des comportements de respect des droits de leurs enfants. Et nous avons déjà des signes de succès, puisque par exemple les écoles publiques nous disent qu'il y a d'énormes différences entre un enfant qui est passé par ce type d'expériences par rapport à ceux qui ne l'ont pas eu!

Mais ce programme comprend aussi des actions avec les adolescents, par exemple avec la mise sur pied d'expériences productives. Où en est-on pour le moment?

En effet, le projet actuel prévoit de mettre sur pied trois expériences productives dans le cadre de l'économie solidaire, avec l'objectif d'améliorer les conditions de travail des adolescents et de leurs familles. Il s'agit d'une micro-entreprise de boulangerie-pâtisserie, de sérigraphie et d'un fonds de roulement pour les mamans des enfants qui travaillent au marché de fruits et légumes d'Asuncion. Ce sont de grands défis lorsqu'on considère la crise économique du pays et le contexte infor-

(Suite à la page suivante)



Norma Duarte: un engagement exemplaire pour les enfants travailleurs de la rue.

(Suite de la page précédente)

mel dans lequel ces expériences évoluent. Cependant ces expériences se battent. Plus de 40 adolescents et leurs familles sont impliqués dans ces initiatives.

Qu'est-ce qui se passe au niveau de l'école? Les enfants fréquentent-ils l'école et quels sont leurs résultats?

85% des enfants et adolescents travailleurs qui participent à notre projet ont réussi à finir l'école de manière satisfaisante. D'ailleurs, plus de 30 jeunes, qui étaient des anciens travailleurs, suivent une formation universitaire. D'autres travaillent, ont formé une famille et sont devenus des personnes responsables.

Le projet a aussi une ligne très importante de soutien aux actions déployées par l'organisation des enfants et adolescents travailleurs, la Connat's. Comment «Callescuela» envisage ce travail?

A partir de la perspective de travail avec les NAT's (enfants et adolescents travailleurs), nous respectons leur identité en tant que travailleurs, sujets sociaux et politiques qui essaient de comprendre leur réalité et veulent la changer, à partir de cette perspective. «Callescuela» accompagne l'organisation qu'ils ont créée eux-mêmes.

La Connat's est un mouvement social qui revendique que les enfants et adolescents travailleurs sont des acteurs politiques, eux ils reconnaissent le travail comme une valeur, ils dénoncent et combattent toute forme d'exploitation. Eux, ils cherchent à avoir une influence sur des politiques publiques qui les concernent et visent à ce que tous les enfants du Paraguay aient accès à tous leurs droits.

Le projet que soutient «Nouvelle PNP» vise aussi à les renforcer en tant qu'organisation et mouvement social. Comment cela se passe-t-il?

Avec le soutien de «Nouvelle PNP», la Connat's a déjà eu son propre siège national à Asuncion et en perspective le siège de la Connat's de Ciudad del Este, la deuxième ville du pays à la frontière avec le Brésil et l'Argentine. Cela est très important. La Connat's a mis aussi sur pied une école de formation des leaders et ils réussissent à se coordonner avec d'autres mouvements sociaux, avec le but d'exercer un rôle actif afin de changer les politiques publiques sur l'enfance et de la population en général.

Ils s'organisent pour se protéger contre la violence, l'exploitation, pour avoir accès à leurs droits, pour se former et exercer leur citoyenneté. Ils s'organisent afin de résister à la pauvreté, à l'individualisme. Ils sont porteurs d'espoir et de foi dans l'humanité.

Vous êtes venue en Europe pour participer au congrès international du BICE (Bureau International Catholique de l'Enfance) qui s'est tenu à Paris. Quel thème a été traité lors de ce congrès?

«Callescuela» est membre à part entière du BICE et à ce titre nous avons participé au congrès de cette année. Le thème a été «la résilience et l'abus sexuel sur des enfants». Des partenaires d'Asie, d'Afrique, d'Europe et d'Amérique latine y ont participé. C'était toute une semaine de réflexions et de débats, difficile à résumer en quelques mots.

C'était un séminaire très riche. Si moi, je devrais faire un résumé de celui-ci, je dirai qu'à partir des difficultés et misères qui amènent une personne à abuser sexuellement d'un enfant, et revenir de là et apporter l'espoir que c'est possible de réparer les dégâts causés. En plus, il faudra prévenir et éviter qu'un autre acte de cette nature ce reproduise. Mais pour cela, il faut que ce délit doit être visible et des espaces comme celui du

BICE et d'autres sont très importants pour l'obtenir. A ce séminaire ont participé une ministre du gouvernement français, ainsi que des membres d'un comité créé par le pape François, des avocats, des magistrats, des journalistes, des intellectuels. Tout cela, je pense, est un pas en avant pour créer des espaces plus sûrs pour les enfants.

Quelles sont les perspectives futures que vous envisagez pour votre pays et pour le travail que vous menez au Paraguay?

En ce qui concerne le pays, les perspectives ne sont pas trop optimistes. Avec un tel degré d'inégalités qui augmente et avec une politique publique qui réduit l'État dans ses responsabilités en tant que garant de l'accomplissement des droits des enfants, le futur reste très incertain. Cependant, comme disait Paulo Freire, notre grand éducateur brésilien, «l'espoir seul, en lui-même, ne suffit pas pour réaliser des changements, cependant, sans lui, la lutte s'affaiblit».

En tant qu'organisations de la société civile au Paraguay, nous sommes en train de redéfinir nos objectifs, nos structures. Le contexte en Amérique latine et en Europe pour le moment n'est pas tout à fait favorable. Cela doit nous faire réfléchir sur nos limites en tant qu'organisation. Nous comptons sur l'appui de «Nouvelle PNP» pour nous aider à réaliser ce processus de réflexion, et réaliser les ajustements qui s'imposent.

«Callescuela» va continuer dans son travail, sans perdre la perspective du pari à l'éducation, la participation, l'organisation et le travail en tant qu'éléments composants de la résilience et de résistance face à la pauvreté, l'inégalité et les injustices.

Un grand merci à «Nouvelle PNP» et à la coopération luxembourgeoise de nos soutenir dans nos efforts!

Interview: Hector Valdés